



RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion présente une analyse de nos résultats d'opération et de notre situation financière afin de permettre au lecteur d'évaluer les variations importantes de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 comparativement à celui de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion sert de complément à nos états financiers annuels vérifiés. Il a été préparé en conformité avec le Règlement 51-102A1 et approuvé par le conseil d'administration de la Société. Nos états financiers et ce rapport de gestion sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de nos résultats d'opération et de notre rendement financier.

Date

Ce rapport a été rédigé le 30 avril 2010.

Description de l'entreprise

Exploration Fieldex inc., constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est une société d'exploration minière engagée dans l'acquisition et l'exploration de propriétés minières ayant le potentiel d'accueillir des gisements de type métaux de base et métaux stratégiques (éléments de terres rares et métaux rares). Fieldex est actuellement active au Canada et détient un important portefeuille de propriétés minières au Québec. Fieldex est un émetteur assujéti en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec, et se transige sur la bourse de croissance TSX sous le symbole boursier FLX, aux bourses de Francfort, Munich, Xetra et Berlin, en Europe, sous le symbole F7E.

Performance globale

La découverte d'importants indices de terres rares dans le secteur de Kipawa et du Témiscamingue a permis à la Société de récupérer une partie de sa capitalisation boursière perdue pendant la crise de 2008.

Ces découvertes nous ont également permis de fermer un financement de deux millions de dollars au quatrième trimestre de 2009. Une partie du financement sert à forer les indices de terres rares durant la première moitié de 2010.

La Société a également fait l'acquisition de 2 300 hectares de terrain stratégique dans le secteur de Kipawa et continuera d'évaluer d'autres propriétés afin de devenir un leader dans le secteur des terres rares.

Propriétés et travaux d'exploration réalisés

Régionale-Témiscamingue (100%)

Des travaux pour un montant de 250 852 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Les principaux travaux exécutés jusqu'à présent dans le secteur Témiscamingue sont :

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

This management's report presents an analysis of our operation results and our financial situation which should enable the reader to evaluate the considerable variations for the fiscal year ended December 31, 2009, in comparison to the previous one. This report is complementary to our audited financial statements. It was prepared in accordance with Regulation 51-102A1 and was approved by our Company's Board of Directors. Our financial reports as well as this management report are meant to give our investors detailed information for them to evaluate our operation results and our financial performance.

Date

This MD&A was produced on April 30, 2010.

Description of the business

Fieldex Exploration Inc., which is incorporated under the Federal Law for Business Corporations, is a mining exploration company involved in the acquisition and exploration of mining properties with prospects for hosting base metals and strategic metals (rare earth elements and rare metals) deposits. Fieldex is currently active in Canada and holds a significant portfolio of mineral properties in Quebec. Fieldex is a reporting issuer in British-Columbia, Alberta and Quebec, and trades on the TSX Venture Exchange under the symbol FLX. It also trades on the Frankfurt, Munich, Xetra and Berlin Exchange in Europe under the symbol F7E.

Overall performance

The discovery of significant rare earth showings in the Kipawa and Temiscamingue area gave the company the opportunity to recover part of the market capitalization lost during the 2008 crisis.

During the fourth quarter of 2009, the Company closed a two million dollars financing that is partly used to test the high grade rare earth showing during the first half of 2010.

The Company has also completed a strategic acquisition of 2,300 hectares (23 sq.km) of land in the area of Kipawa. The company will continue to evaluate REE projects with the objective to become a leader in the REE sector.

Properties and Exploration Work

Regionale-Temiscamingue (100%)

Works for an amount of \$250,852 has been spent in 2009 on this property. The main works performed on projects in the area so far are:

Indice d'or-cuivre-zinc Roy : 50 km de lignes coupées et 14 km de géophysique au sol complétée. La suite des travaux a été reportée en 2010.

Projet Belleterre Nord : Le projet Belleterre est localisé au nord de l'ancienne Mine d'or Belleterre et couvre environ 10 km carré. La compilation des résultats des 329 échantillons démontre des anomalies en or, en cuivre et en nickel. Un programme de prospection ciblé est présentement en cours.

La compilation des données est présentement en cours et les priorités seront établies en fonction des résultats obtenus.

Galinée (100%)

Des travaux pour un montant de 2 917 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Des levés Mag et Max-Min de 125 km ont permis d'identifier trois axes conducteurs électromagnétiques. Un programme de forage de 1 000 mètres est prévu à l'automne 2010 afin de tester ces conducteurs.

Blondeau-Nickel (100%)

Des travaux pour un montant de 12 746 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Jusqu'à présent, des levés Mag et Max-Min de respectivement 16 km et 13.5 km ont été effectués. La compilation est présentement terminée et les travaux de terrain se poursuivent.

Cavelier (100%)

Des travaux pour un montant de 5 624 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Cette propriété est située à 13 km au sud ouest de Matagami. Des levés Mag et Max-Min sur 33 km ont permis d'identifier une zone circulaire de haute intensité magnétique de 1.6 km de rayon. Aucune anomalie « input » n'a été identifiée sur la propriété. Nous sommes à la recherche de partenaires pour travailler cette propriété.

Carpentier (100%)

Des travaux pour un montant de 42 647 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Cette propriété est située à 12 km de Senneterre. Elle a été jalonnée pour son potentiel en cuivre et en zinc. Plus de 90 km de lignes ont été coupées sur la propriété et la géophysique au sol a été effectuée. L'interprétation des données a permis d'identifier une cible de forage dans le nord de la propriété. Un trou de forage de 330 mètres est prévu afin de tester ce conducteur. Un rapport d'évaluation technique à également été écrit sur la propriété.

Laforce (100%)

Des travaux pour un montant de 14 605 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Cette propriété est située dans la région du Témiscamingue près de la municipalité de Laforce. En 2006, un programme de forage totalisant six trous pour un total de 1 056 mètres a été effectué. Le trou no.4 a retourné des valeurs très intéressantes dont une section de 52 mètres à 1.01% en nickel. En 2007, 4 797 mètres de forage ont été effectués sur la propriété et 548 échantillons ont été analysés. De plus, 74 km de lignes ont été coupées autour du dépôt Laforce afin de permettre la géophysique au sol en 2008. Plus de 1 500 échantillons de sol ont été prélevés et analysés pour plus de 60 éléments. Des cartes de contours ont été produites pour l'or, le cuivre et le nickel. Deux cibles géophysiques semblables au gisement de Laforce ont été identifiées et seront testées éventuellement. Nous avons également effectué de la polarisation provoquée de 16 km sur une partie de la propriété. Une cible de forage à l'ouest du gîte actuel a aussi été identifiée et sera testée vers la fin de 2010.

Roy gold-zinc-copper showing: 50 km of line cutting and 14 km of ground geophysics completed. The remaining work will be done in 2010.

Belleterre North: this project is located north of the former Mine d'or Belleterre and covers about 10 km square. The compilation of the results of 329 samples shows anomalies in gold, copper and nickel. A prospection program is currently underway.

The compilation of data is currently underway and priorities will be based on results.

Galinée (100%)

Works for an amount of \$2,917 has been spent in 2009 on this property. Until now, Mag and Max-Min survey of 125 km have identified three main electromagnetic conductors. A drilling program of 1,000 meters is planned to test these conductors in fall 2010.

Blondeau-Nickel (100%)

Works for an amount of \$12,746 has been spent in 2009 on this property. So far, Mag and Max-Min survey respectively of 16 km and 13.5 km have been completed. The compilation is now completed and field work continues.

Cavelier (100%)

Works for an amount of \$5,624 has been spent in 2009 on this property. This property is located 13 km southwest of Matagami. Mag and Max-Min survey of 33 km have identified a circular area of high magnetic intensity of 1.6 km radius. No anomaly "input" has been identified on the property. We are actively looking for partners to work this property.

Carpentier (100%)

Works for an amount of \$42,647 has been spent in 2009 on this property. This property is located 12 km of Senneterre. It has been marked out for its potential in copper and zinc. More than 90 km of line cutting was done on the property and ground geophysics was completed. The interpretation of the data allowed to identify a drilling target north of the property. A drilling hole of 330 meters is planned to test this conductor. A technical report has also been written to evaluate the potential of the property.

Laforce (100%)

Works for an amount of \$14,605 has been spent in 2009 on this property. This property is located in the Témiscamingue region near the Laforce municipality. A 6-hole drilling program covering 1,056 meters took place in 2006. The 4th hole has shown promising results with a 52-meter section at 1.01% in Nickel. In 2007, 4,797 meters were drilled on the property and 548 samples were analyzed. Furthermore, 74 km of line cutting was made around the Laforce deposit allowing ground geophysics in 2008. More than 1,500 soil samples were collected and analyzed for more than 60 elements. Contour maps were produced for gold, copper and nickel. Two high priority targets have been identified by geophysics. These targets are similar to the actual Laforce deposit and will be tested in the future. Induced Polarization for 16 km has also been done on the property. A drilling target west of the existing site has been identified and will be tested by the end of 2010.

Baby-Midrim (100%)

Peu de travaux ont été effectués sur cette propriété durant l'année 2009 mais une étude préliminaire du dépôt a été effectuée par une firme d'ingénierie afin de donner à la direction de la Société les paramètres du dépôt et ainsi faciliter la prise de décision. Un rétablissement des prix du cuivre et nickel est nécessaire pour réactiver la propriété Midrim.

Lac Sairs (100%)

Des travaux pour un montant de 166 977 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. Au cours du dernier trimestre de 2009, la Société a annoncé qu'au cours de son programme d'exploration d'uranium en 2007, elle a découvert des indices à haute teneur en terres rares sur sa propriété Lac Sairs. Cette région était très prometteuse pour les éléments de terres rares mais l'accent, en 2007, avait été mis sur la recherche d'uranium. Suite à la l'augmentation de la demande d'éléments de terres rares, l'équipe technique de la Société a décidé de réévaluer la base de données sur l'ensemble de la propriété, en commençant par la réévaluation visuelle des 10 trous de forage (2 406 mètres de carottes de forage). Plus de 725 mètres de carottes de forage ont été sciés et envoyés aux laboratoires pour l'analyse des éléments de terres rares.

De plus, une anomalie radiométrique majeure a été identifiée sur le côté nord en bordure de la propriété avec plusieurs indices de surface à haute teneur de terres rares. Un programme de forage sur cette anomalie radiométrique est actuellement en cours.

La Société a fait l'acquisition stratégique de 2 300 hectares (23 km carré) de terrain près de la propriété du Lac Sairs. Cette propriété est maintenant composée de 56 claims miniers couvrant une superficie de plus de 3 200 hectares (32 km carré). Cette propriété possède aussi un bon potentiel pour l'uranium et l'or.

Scott (100%)

Cette propriété est située au sud de la ville de Chibougamau. Aucun travail significatif n'avait été effectué en 2008 et la Société avait décidé de radier cette propriété de ses livres. Cependant, des travaux de forages et de compilation pour un montant de 62 671 \$ ont été effectués en 2009 sur cette propriété. L'anomalie Mégatém générée par un levé géophysique aérien s'est avéré être une bande de graphite. Aucun résultat intéressant n'a été enregistré.

Redevances

Certaines des propriétés de la Société sont grevées d'une redevance advenant la mise en production.

Les redevances sur les propriétés minières se détaillent comme suit :

Régionale-Témiscamingue

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à la propriété suite au rachat de 50% de la propriété à FNX Mining. Cette redevance pourrait être rachetée avec la redevance de d'autres propriétés, pour un montant total de 1 500 000 \$.

Blondeau-Nickel

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à la propriété.

Baby-Midrim (100%)

Little work has been done on this property during 2009 but a preliminary study of the deposit was conducted by an engineering firm to provide the Company's management parameters of the deposit and thus facilitate decision-making. A recovery in prices of copper and nickel is needed to reactivate the property Midrim.

Lac Sairs (100%)

Works for an amount of \$166,977 has been spent in 2009 on this property. During the last quarter of 2009, the Company has announced that during its 2007 uranium exploration program the Company discovered high grade rare earth element ("REE") showings on its Lac Sairs property. This area was highly prospective for rare earth element but the focus in 2007 for this project was uranium. Following the increasing demand for Rare Earth Elements, the Company's technical team has decided to reassess the whole Lac Sairs' database and drillcore starting by the visual reassessment of the 10 drill holes (2,406 metres of drill core). Over 725 metres, of drill core have been sawed and sent to the laboratories for REE assays.

Moreover, a major radiometric anomaly has been identified on the north side of the property with several identified REE high grade showings on surface at the border of the Company's property. A drilling program on this radiometric anomaly is currently underway.

The Company has completed a strategic acquisition of 2,300 hectares (23 sq.km) of land in the Lac Sairs area. This property is now comprised of 56 mineral claims, covering a surface area of over 3,200 hectares (32 sq.km). This property has also good potential for uranium and gold.

Scott (100%)

This property is located south of the city of Chibougamau. No significant work has been done during 2008 and the Company had decided to write-off this property from its book in 2008. However, drilling works and compilation for an amount of \$62,671 has been spent in 2009 on this property. The Megatém anomaly generated by a geophysics airborne survey was generated by graphite rock. No interesting result has been recorded.

Royalties

Some of the Company's properties are affected by the burden of royalties if put into production.

Royalties on the mining properties are as follows:

Régionale-Témiscamingue

A 2% net smelter return royalty is attached to the property following the 50% buyback from FNX Mining This royalty could be bought back along with other properties' royalties, for a total amount of \$1,500,000.

Blondeau-Nickel

A 2% net smelter return royalty is attached to the property.

Laforce

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à trois des 8 claims qui composent la propriété. Cette redevance pourrait être rachetée par la Société pour un montant de 1 000 000 \$. Une autre redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à deux autres de ces claims. La moitié de cette redevance pourrait être rachetée par la Société pour une somme de 1 000 000 \$. Un autre 2% est rattaché à l'ensemble des claims suite au rachat de 50% de la propriété à FNX Mining. Cette redevance pourrait être rachetée avec la redevance de d'autres propriétés, pour un montant total de 1 500 000 \$.

Baby-Midrim

Une redevance nette d'affinage de 2% est rattachée à la propriété suite au rachat de 70% de la propriété à FNX Mining. Cette redevance pourrait être rachetée avec la redevance de d'autres propriétés, pour un montant total de 1 500 000 \$.

Information annuelle choisie et résultats d'exploitation

Les états financiers de la Société ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien (Cdn) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion, sauf avis contraire, sont en dollars canadiens.

Principales informations financières (vérifiées) / Significant financial information (audited)

	Exercice terminé le 31 décembre/ Fiscal year ended December 31			
	2009	2008	2007	
	\$	\$	\$	
Actif total	10 788 825	9 337 449	11 392 113	Total assets
Revenus	15 064	80 268	190 455	Income
Perte des activités poursuivies	(584 472)	(1 489 047)	(2 256 999)	Loss from continuing operations
Bénéfice net des activités abandonnées	-	-	2 644 003	Net income from discontinued operations
Bénéfice net (perte nette)	(584 472)	(1 489 047)	387 004	Net income (Net loss)
Perte nette des activités poursuivies de base et diluée par action	(0,01)	(0,03)	(0,05)	Basic and diluted net loss from continuing operations per share
Bénéfice net des activités abandonnées de base et dilué par action	-	-	0.06	Basic and diluted net income per share from discontinued operations

En relation avec son domaine d'activité, la Société ne génère pas de revenus réguliers et elle doit continuellement émettre des actions pour assurer le financement de ses projets miniers et de ses opérations courantes. Au cours de l'exercice 2009, Exploration Fieldex a enregistré une perte nette de 584 472 \$, comparativement à une perte nette de 1 489 047 \$ pour l'exercice 2008. La Société a enregistré des revenus totaux de 15 064 \$ en 2009 (80 268 \$ durant l'exercice 2008) provenant d'intérêts sur ses liquidités. L'écart s'explique par la baisse des taux d'intérêts. Les dépenses totales d'administration de la Société ont été de 611 999 \$ (651 806 \$ durant l'exercice 2008) incluant des rémunérations à base d'actions pour un total de 35 525 \$ (105 000 \$ durant l'exercice 2008). Les dépenses de consultants ont été un peu plus élevées en 2009 à 296 560 \$ comparativement à 283 280 \$ pour 2008.

Laforce

A 2% net smelter return royalty is attached to three of the eight property-claims. This royalty could be redeemed by the Company for \$1,000,000. Another net smelter return royalty is attached to two other property-claims; half of this royalty could be redeemed by the Company for \$1,000,000. Another 2% royalty is attached to the properties as a whole following the 50% buyback from FNX Mining. This royalty could be bought back along with other properties' royalties, for a total amount of \$1,500,000.

Baby-Midrim

A 2% net smelter return royalty is attached to the property following the 70% buyback from FNX Mining. This royalty could be bought back along with other properties' royalties, for a total amount of \$1,500,000.

Selected annual information and operation results

The Company's financial statements have been prepared according to generally accepted accounting principles in Canada. This statement's currency is in Canadian dollars (Cdn) and, except when specified, amounts shown in this report are in Canadian dollars.

Les honoraires professionnels ont légèrement diminué passant de 42 526 \$ en 2008 à 36 421 \$ en 2009. Les frais généraux d'administration ont augmenté passant de 87 804 \$ en 2008 à 177 623 \$ en 2009 reflétant l'augmentation des déplacements et l'augmentation des montants affectés à la promotion. Les sommes allouées pour l'information aux actionnaires ont diminués passant de 37 294 \$ en 2008 à 33 079 \$ pour 2009. La Société a radié la propriété Montbeillard et ses frais reportés pour 10 000 \$ et 6 204 \$ respectivement (propriétés et frais reportés de 964 027 \$ et 287 596 \$ respectivement pour l'exercice 2008). La Société a également enregistré un avantage d'impôts sur les bénéfices et impôts miniers futurs de 18 667 \$ (334 114 \$ pour l'exercice 2008). La Société a fait des dépenses d'exploration de 566 993 \$ en 2009 (659 825 \$ durant l'exercice 2008). Suite à ces dépenses d'exploration, la Société recevra des droits miniers et un crédit d'impôt de 240 472 \$ (272 112 \$ en 2008).

Professional fees have decreased from \$42,526 in 2008 to \$36,421 in 2009. General administrative expenses have increase and went from \$87,804 in 2008 to \$177,623 in 2009 showing the increase in travel and promotion expenses. Allocated sums for information to shareholders have decreased from \$37,294 in 2008 to \$33,079 in 2009. The Company wrote-off the property Montbeillard and its deferred exploration expenses for \$10,000 and \$6,204 respectively (properties and deferred exploration expenses of \$964,027 and \$287,596 respectively in 2008). The Company also recorded future income and mining taxes advantage of \$18,667 (\$334,114 in 2008). The Company incurred exploration expenses of \$566,993 in 2009 (\$659,825 in 2008). Following these exploration expenses, the Company will receive mining rights and tax credit of \$240,472 (\$272,112 in 2008).

Propriétés / Properties	Frais reportés au 31 décembre 2008 / Deferred expenses as at December 31, 2008	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2009 / Expenses for fiscal year 2009	Objectifs futurs / Futur goals
	\$	\$	
Regionale- Temiscamingue	966 879	250 852	La Société a dépensé la majeure partie de ses frais d'exploration depuis 5 ans sur cette propriété et entend continuer à faire d'importants travaux, plus particulièrement dans la région de «Delbreuil » / The Company has incurred the most part of its exploration fees in this property and should continue major work on this property, more specifically in the Delbreuil area.
Galinée	132 674	2 917	Tester les cibles géophysiques / To test the geophysics targets.
Blondeau- Nickel	56 556	12 746	Géologie détaillée et augmentation des ressources nickélicifères et cuprifères / Detailed geology and increase resources of nickel and copper.
Cavelier	17 455	5 624	Tester le contact identifié par la géophysique au sol / To test the contact identified by ground geophysics.
Carpentier	69 277	42 647	Tester la cible géophysique au nord de la propriété / To test the geophysics target on the north side of the property.
Laforce	714 119	14 605	Valider le potentiel économique du gîte et des nouvelles cibles à l'ouest de la propriété / Validate the economic potential of the deposit and the new target on the west side of the property.
Baby-Midrim	210 944	1 750	En temps opportun, étude de faisabilité combinée à un échantillonnage en vrac / Feasibility study combined with bulk sampling at the right moment.
Lac Sairs	546 546	166 977	Explorer pour les éléments des terres rares, uranium et l'or / Explore for rare earth elements, uranium and gold.
Scott	-	62 671	Réévaluer la propriété / Reevaluate the property.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (non vérifiés) SUMMARY OF QUARTERLY RESULTS (unaudited)

Années / Years	2009	2009	2009	2009	2008	2008	2008	2008
Trimestre / Quarter	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenu total / Total revenue	3 450	11 752	2 339	7 523	15 355	18 158	18 421	28 334
Perte nette / Net loss	(222 350)	(125 072)	(123 717)	(113 333)	(1 073 782)	(78 792)	(219 278)	(117 195)
Perte nette par action de base et diluée / Basic and diluted net loss per share	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,02)	(0,00)	(0,00)	(0,00)

Quatrième trimestre

Étant donné que la Société ne génère pas ou peu de revenu, la variation des résultats par trimestre ne peut s'expliquer par les conditions du marché. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2009, la Société a enregistré une perte nette de 222 350 \$ comparativement à une perte nette de 1 073 782 \$ pour la même période en 2008. La perte nette du dernier trimestre inclut un avantage d'impôts sur les bénéficiaires et impôts miniers futurs de 18 667 \$ alors que le même trimestre de 2008 incluait des impôts futurs de 334 114 \$. Des impôts de 61 878 \$ de la partie XII.6 concernant les financements accreditifs ont été enregistrés pour le dernier trimestre de 2008 contre aucun pour le dernier trimestre de 2009. Au cours du dernier trimestre de 2009, la Société a radié la propriété Montbeillard et ses frais reportés pour 10 000 \$ et 6 204 \$ respectivement (propriétés et frais reportés de 964 027 \$ et 287 596 \$ respectivement pour le dernier trimestre de 2008). Les frais généraux du dernier trimestre de 2009 ont été relativement élevés à 126 598 \$ contre 17 427 \$ pour le dernier trimestre de 2008 reflétant l'augmentation des déplacements et l'augmentation des montants affectés à la promotion. Les autres dépenses d'administration ont été relativement stables, sont cycliques et fluctuent selon les événements qui se présentent, ceux-ci n'étant pas nécessairement prévisibles. La Société a enregistré des revenus d'intérêts provenant de ses liquidités de 3 450 \$ pour le dernier trimestre de 2009 (15 355 \$ pour le dernier trimestre de 2008). L'écart s'explique par la baisse des taux d'intérêts.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 décembre 2009, la Société possédait un encaisse et équivalents de trésorerie de 3 075 197 \$ contre 2 264 377 \$ au 31 décembre 2008. De plus, la Société possède des titres négociables de 249 236 \$ au 31 décembre 2009 contre aucun au 31 décembre 2008. Au 31 décembre 2009, le fond de roulement de la Société s'élève à 3 740 183 \$ comparativement à un fond de roulement de 2 646 702 \$ au 31 décembre 2008.

L'exercice des 6 666 666 bons de souscription et options à des courtiers en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel de 1 477 777 \$. Ces bons de souscription et options à des courtiers expirent en octobre 2011 et ont un prix d'exercice de 0,18 \$ (1 111 111 options à des courtiers) et 0,23 \$ (5 555 555 bons de souscription).

L'exercice des 3 310 000 options d'achat d'actions en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 1 206 850 \$. Ces options expirent en 2011, 2012, 2013 et 2014 et ont un prix d'exercice de 0,64 \$ (500 000 options), 0,40 \$ (500 000 options), 0,63 \$ (600 000 options), 0,71 \$ (85 000 options), 0,18 \$ (700 000 options), 0,10 \$ (725 000 options) et 0,25 \$ (200 000 options).

La Société s'attend à recevoir son crédit à l'exploration de 198 448 \$ dans les prochains mois alors que le cumulatif des droits miniers à recevoir de 95 691 \$ sera reçu plus tard.

La Société est d'avis qu'elle possède des liquidités pour les 24 prochains mois, par contre, elle pourrait entrevoir la possibilité de retourner en financement si elle décide, à la suite de certaines circonstances, de dépenser des sommes plus importantes sur une ou plusieurs propriétés, ou si elle envisageait une acquisition majeure.

Fourth quarter

As the Company does not generate significant revenue, variations in quarterly results could not be explained by market conditions. For the last quarter ending December 31, 2009, the Company recorded a net loss of \$222,350 in comparison of a net loss of \$1,073,782 for the same period in 2008. The net loss for the last quarter includes future income and mining taxes advantage of \$18,667 and the same quarter of 2008 includes future income and mining taxes advantage of \$334,114. The part XII.6 taxes regarding the flow-through financing went from \$61,878 for the last quarter of 2008 to none for the last quarter of 2009. During the last quarter of 2009, the Company wrote-off the property Montbeillard and its deferred exploration expenses for \$10,000 and \$6,204 respectively (properties and deferred exploration expenses of \$964,027 and \$287,596 respectively for the last quarter of 2008). General administrative expenses was relatively high for the last quarter of 2009 at \$ 126,598 against \$17,427 for the last quarter of 2008 showing the increase in travel and promotion expenses. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable. The interest income was lower at \$3,450 for the last quarter of 2009 in comparison to \$15,355 with the same quarter of 2008 and is due to the decreasing of the interest rate.

Cash flow and financing sources

As at December 31, 2009, the Company had \$3,075,197 in cash and cash equivalents against \$2,264,377 at December 31, 2008. Moreover, the Company has marketable securities of \$ 249,236 as at December 31, 2009 against none as at December 31, 2008. As at December 31, 2009, the Company's working capital is at \$3,740,183 in comparison to a working capital of \$2,646,702 as at December 31, 2008.

The exercise of the 6,666,666 outstanding warrants and broker warrants in date of this report represents added potential financing of \$1,477,777. These warrants and broker warrants expire in October 2011 and have an exercise price of \$0.18 (1,111,111 broker options) and \$0.23 (5,555,555 warrants).

The exercise of the 3,310,000 outstanding share purchase options in date of this report represents an added potential financing of \$1,206,850. These options expire in 2011, 2012, 2013 and 2014 and have an exercise price of \$0.64 (500,000 options), \$0.40 (500,000 options), \$0.63 (600 000 options), \$0.71 (85,000 options), \$0.18 (700,000 options), \$0.10 (725,000 options) and \$0.25 (200,000 options).

The Company should receive its exploration credit of \$198,448 in the coming months and later for its cumulative mining rights of \$95,691.

The Company believes it has the necessary resources to maintain its activities for the next 24 months. However, the Company could decide to get more financing should it invest more resources in major works on one or several properties or in the case of a major acquisition.

Opérations projetées

La Société ne prévoit pas, pour le moment, la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

Arrangements hors bilan

Aucun.

Opérations entre apparentés et objectifs commerciaux

Au cours de l'exercice, la Société a encouru des honoraires de consultants de 100 000 \$ (100 000 \$ en 2008) auprès d'une société contrôlée par le président de Exploration Fieldex inc. et des honoraires de 121 800 \$ (61 620 \$ en 2008) auprès d'une société contrôlée par un administrateur de Exploration Fieldex inc.

La Société s'est engagée par bail auprès d'une société contrôlée par des administrateurs de Exploration Fieldex inc. pour la location d'un local à Rouyn-Noranda. Au cours de l'exercice, la Société a encouru 18 000 \$ (18 000 \$ en 2008) en loyers.

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Honoraires des consultants et frais généraux

Voici le détail des frais généraux d'administration pour l'exercice terminé le 31 décembre / This is the detail for general administrative expenses for the year ended December 31 :

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Frais de voyages et de représentation	72 655	3 077	Travel expenses and representation
Frais de véhicule	1 862	15 067	Car expenses
Papeterie, frais de bureau et divers	10 292	17 793	Stationery and office suppliers
Assurances	9 778	8 305	Insurance
Publicité et promotion	48 704	1 551	Advertisement and promotion
Frais locatif	18 000	22 571	Office leasing
Télécommunications	<u>16 332</u>	<u>19 440</u>	Telecommunications
	177 623	87 804	

Les honoraires de consultants sont les suivants / Consultant fees are established as follows:

Honoraires du président de la Société	100 000	100 000	President fees
Honoraires administratifs	121 800	122 880	Administrative fees
Honoraires pour aide en gestion et projets spéciaux	<u>74 760</u>	<u>60 400</u>	Consultant in management and special projects
	296 560	283 280	

Projected operations

The Company does not foresee for the moment any important acquisition or disposal of property.

Off-balance sheet arrangement

None.

Related party transactions and commercial objectives

During the year, the Company incurred consultant fees amounting to \$100,000 (\$100,000 in 2008) with a company controlled by the president of Fieldex Exploration Inc. and fees of \$121,800 (\$61,620 in 2008) with a company controlled by a director of Fieldex Exploration Inc.

The Company is engaged in a lease contract for an office at Rouyn-Noranda with a company controlled by directors of Fieldex Exploration Inc. During the year, the Company incurred \$18,000 (\$18,000 in 2008) as leasing expenses.

The transactions are in the normal course of operations and measured at the exchange amount, which is the amount of consideration established and agreed by the related parties.

Consultant and general expenses

Les frais généraux d'exploration sont les suivants / General exploration expenses are established as follows :

Logistique, cartes, télécommunications	3 223	16 026	Map, telecommunications, logistic
Déplacements et hébergement	-	953	Travel expenses and accommodations
Frais du bureau d'exploration	15 927	14 443	Exploration office facilities
Construction de chemins d'accès et permis	-	13 016	Construction of access roads and permit
Frais de gestion	<u>8 702</u>	<u>32 040</u>	Management fees
	27 852	76 478	

Événements subséquents

En janvier 2010, la Société a octroyé à un consultant 200 000 options d'achat d'actions pour une période de 36 mois au prix de levée de 0,25 \$ par action.

En mars 2010, la Société a conclu une convention d'option avec Mantis Mineral Corp. (MYN : CNSX), aux termes de laquelle Fieldex dispose d'une option exclusive et irrévocable visant l'acquisition à concurrence d'une participation de 60 % dans cinq titres miniers portant sur 480 hectares formant le projet Case Pegmatite, une pegmatite riche en lithium et en tantale, situé dans le canton de Steele, à 75 kilomètres à l'est de Cochrane dans la province de l'Ontario. Aux termes de la convention d'option, Fieldex peut acquérir une participation indivise de 50 % dans le projet Case Pegmatite en faisant un versement initial de 50 000 \$ en espèces et en émettant 200 000 actions ordinaires dans les 10 jours suivant la signature de la convention d'option, en effectuant des dépenses minières globales de 1 450 000 \$ au cours d'une période de trois ans et en émettant un total de 700 000 actions ordinaires de Fieldex au cours d'une période de deux ans. Après avoir effectué l'ensemble des paiements susmentionnés, Fieldex disposera d'une option d'acquisition d'une participation indivise supplémentaire de 10 % dans le projet Case Pegmatite, en faisant l'émission à Mantis Mineral Corp. de 750 000 actions ordinaires supplémentaires au plus tard le 1^{er} mars 2013. Deux des titres miniers formant partie du projet Case Pegmatite sont assujettis à une redevance nette d'affinage de 2 % en faveur des vendeurs antérieurs.

En avril 2010, la Société a conclu une convention d'achat d'une participation de 100 % dans 635 titres miniers sur une superficie de 15 550 hectares (155,5 km²), et portant sur l'ensemble de l'anomalie Michikamats au Labrador. Selon les modalités de la convention d'acquisition, Fieldex fera l'acquisition auprès de Zimtu Capital Corp. et des prospecteurs locaux Gary Lewis et Aubrey Budgells (les « vendeurs ») d'une participation minérale à 100 % dans le bloc de titres miniers. En contrepartie de l'acquisition de la propriété, les vendeurs toucheront 160 000 \$ et recevront 4 000 000 d'actions de Fieldex au cours d'une période de douze mois. La propriété est assujettie à une redevance nette d'affinage de 2 %, dont la moitié (1 %) peut être rachetée par Fieldex moyennant un 1 million de dollars.

Conventions comptables et estimations importantes

Les conventions comptables importantes ainsi que celles qui requièrent le plus de jugement et d'estimations lors de l'établissement des états financiers de la Société se détaillent comme suit :

Subsequent events

In January 2010, the Company granted 200,000 share purchase options to a consultant at an exercise price of \$0.25 per share for a period of 36 months.

In March 2010, the Company entered into a an option agreement with Mantis Mineral Corp. (MYN: CNSX) pursuant to which Fieldex has an exclusive and irrevocable option to acquire up to a 60% interest in five mining claims covering 480 hectares comprising the Case Pegmatite Project, a lithium-tantalum-rich pegmatite, located in the Steele township 75 kilometres East of Cochrane in the Province of Ontario. Pursuant to the option agreement, Fieldex may earn a 50% undivided interest in the Case Pegmatite Project by making an initial payment of \$50,000 cash and issuing 200,000 common shares within 10 days of the signature of the option agreement, by making aggregate mining expenditures of \$1,450,000 over a period of three years and issuing an aggregate of 700,000 common shares of Fieldex over a period of two years. Upon completing all the payments mentioned above, Fieldex will have an option to acquire an addition 10% undivided interest in the Case Pegmatite Project by issuing an additional 750,000 common shares to Mantis Mineral Corp. on or before March 1, 2013. Two of the claims comprising the Case Pegmatite Project are subject to a 2% net smelter return royalty in favor of previous vendors.

In April 2010, the Company entered into an agreement to purchase a 100% interest in 635 mineral claims representing 15,550 hectares (155.5 sq.km), covering 100% of the Michikamats anomaly in Labrador. Under the terms of the Acquisition Agreement, Fieldex will acquire a 100% mineral interest in the claim block from Zimtu Capital Corp. and local prospectors Gary Lewis and Aubrey Budgells (the "Vendors"). In consideration for the property, the Vendors will receive \$160,000 and 4,000,000 Fieldex shares over a twelve-month period. The property is subject to a 2% Net Smelter Return Royalty, of which one half (1%) may be repurchased by Fieldex for \$1 million.

Significant accounting policies and estimates

Significant accounting policies and those requiring the most judgment and estimates in the preparation of the Company's financial statements are explained below:

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel que décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société. La comptabilisation à la date de transaction est utilisée.

Détenus à des fins de transaction

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs financiers qui sont généralement acquis en vue d'être revendus avant leur échéance ou qui ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont mesurés à la juste valeur à la date de clôture. Les fluctuations de la juste valeur qui incluent les intérêts gagnés, les intérêts courus, les gains et pertes réalisés sur cession et les gains et pertes non réalisés sont inclus dans les résultats. L'encaisse, les fonds monétaires, le dépôt à terme et les titres négociables sont classés comme actifs détenus à des fins de transaction.

Disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente, ou qui ne sont pas classés dans les prêts et créances, dans les placements détenus jusqu'à leur échéance ni dans les actifs détenus à des fins de transaction. Sauf ce qui est mentionné ci-dessous, les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes non réalisés étant inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient réalisés, au moment où le gain ou la perte cumulé est transféré dans les résultats.

Les placements sont classés comme actifs disponibles à la vente. La juste valeur des placements est établie à partir des valeurs à la cote. Les actifs financiers disponibles à la vente qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur les actifs financiers disponibles à la vente portant intérêt sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les autres débiteurs sont classés comme prêts et créances.

Autres passifs

Les autres passifs sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comprennent tous les passifs financiers autres que les instruments dérivés. Les créditeurs et frais courus et la dette à long terme sont classés comme autres passifs.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction liés aux actifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charge au moment où ils sont engagés. Les coûts de transactions liés aux actifs financiers disponibles à la vente et aux prêts et créances sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif et les coûts de transactions liés aux autres passifs sont comptabilisés en diminution de la valeur comptable du passif. Ils sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Financial Instruments

Financial assets and financial liabilities are initially recognized at fair value and their subsequent measurement is dependent on their classification as described below. Their classification depends on the purpose, for which the financial instruments were acquired or issued, their characteristics and the Company's designation of such instruments. Transaction date accounting is used.

Held for trading

Held for trading financial assets are financial assets typically acquired for resale prior to maturity or that are designated as held for trading. They are measured at fair value at the balance sheet date. Fair value fluctuations including interest earned, interest accrued, gains and losses realized on disposal and unrealized gains and losses are included in earnings. Cash, money market funds, term deposit and marketable securities are classified as held for trading asset.

Available-for-sale

Available-for-sale financial assets are non-derivative financial assets that are designated as available-for-sale, or that are not classified as loans and receivables, held-to-maturity or held-for-trading investments. Except as mentioned below, available-for-sale financial assets are carried at fair value with unrealized gains and losses included in accumulated other comprehensive income until realized, when the cumulative gain or loss is transferred to earnings.

Investments are classified as available-for-sale asset. The fair value of investments is based on quoted market prices. Available-for-sale financial assets that do not have quoted market prices in an active market are recorded at cost.

Interest on interest-bearing available-for-sale financial assets is calculated using the effective interest method.

Loans and receivables

Loans and receivables are accounted for at amortized cost using the effective interest method. Other accounts receivable are classified as loans and receivables.

Other liabilities

Other liabilities are recorded at amortized cost using the effective interest method and include all financial liabilities, other than derivative instruments. Accounts payable and accrued liabilities and long term debt are classified as other liabilities.

Transaction costs

Transaction costs related to held for trading financial assets are expensed as incurred. Transaction costs related to available-for-sale financial assets and loans and receivables are netted against the carrying value of the asset and transaction costs related to other liabilities are netted against the carrying value of liability. They are then recognized over the expected life of the instrument using the effective interest method.

Méthode du taux d'intérêt effectif

La Société utilise la méthode du taux d'intérêt effectif pour constater le produit ou la charge d'intérêt, ce qui inclut les coûts de transaction ainsi que les frais, les primes et les escomptes gagnés ou engagés relativement aux instruments financiers.

Propriétés minières et frais d'exploration reportés

Les coûts reliés à l'acquisition, à l'exploration et au développement de propriétés minières sont capitalisés par propriété jusqu'au début de la production commerciale. Si des réserves de minerai économiquement profitables sont développées, les coûts capitalisés de la propriété concernée sont reclassifiés à titre d'actifs miniers et amortis selon la méthode des unités de production. S'il est établi que les coûts capitalisés d'acquisition et d'exploration ne sont pas récupérables selon la durée de vie estimative de la propriété, ou si le projet est abandonné, celui-ci est dévalué à sa valeur nette de réalisation. La direction de la Société revoit régulièrement la valeur comptable des actifs aux fins de dévaluation.

La récupération des montants indiqués au titre des propriétés minières et des frais d'exploration reportés connexes dépend de la découverte de réserves économiquement récupérables, de la confirmation des intérêts de la Société dans les claims miniers, de la capacité de la Société d'obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et de la production rentable future ou du produit de la cession de tels biens. Les montants inscrits pour les propriétés minières et les frais d'exploration reportés ne représentent pas nécessairement la valeur présente ou future.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

La Société impute aux résultats la rémunération à base d'actions offerte à ses employés et aux administrateurs ainsi que les autres paiements à base d'actions offerts aux non-employés, selon la méthode fondée sur la juste valeur. La juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution est déterminée selon la méthode Black-Scholes d'évaluation du prix des options. La dépense de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des options d'achat d'actions.

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les principales estimations incluent la valeur des propriétés minières et des frais d'exploration reportés, le calcul de l'amortissement des immobilisations corporelles, les droits miniers et le crédit d'impôt à recevoir ainsi que le calcul de la rémunération à base d'actions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Effective interest method

The Company uses the effective interest method to recognize interest income or expense which includes transaction costs or fees, premiums or discounts earned or incurred for financial instruments.

Mining Properties and Deferred Exploration Expenses

Costs related to the acquisition, exploration and development of mining properties are capitalized by property until the commencement of commercial production. If commercially profitable ore reserves are developed, capitalized costs of the related property are reclassified as mining assets and amortized according to the unit of production method. If it is determined that capitalized acquisition, exploration costs are not recoverable over the estimated economic life of the property, or if the project is abandoned, the project is written down to its net realizable value. The Company's management reviews the carrying values of assets on a regular basis to determine whether any write-downs are necessary.

The recovery of amounts recorded for mining properties and deferred exploration expenses depends on the discovery of economically recoverable reserves, confirmation of the Company's interest in the underlying mineral claims, the ability of the Company to obtain the necessary financing to complete the development, and future profitable production or proceeds from the disposition thereof. The amounts shown for mining properties and deferred exploration expenses do not necessarily represent present-time or future values.

Stock-based Compensation and Other Stock-based Payments

The Company accounted stock-based compensation provided to employees and directors, and stock-based payments to non-employees, using the fair value-based method. The fair value of stock options at the grant date is determined according to the Black-Scholes option pricing model. Compensation expenses are recognized over the vesting period of the stock options.

Accounting Estimates

The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts recorded in the financial statements and notes to financial statements. These estimates are based on management's best knowledge of current events and actions that the Company may undertake in the future. Significant estimates include the carrying value of mining properties and deferred exploration expenses, calculation of amortization of fixed assets, mining rights and tax credit receivable and calculation of stock-based compensation expenses. Actual results may differ from those estimates.

Modifications de conventions comptables

CPN-173 «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers»

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'ICCA) a publié le CPN-173, «Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers». Le CPN-173 fournit des directives sur la façon dont la Société doit tenir compte de son propre risque de crédit et de celui de la contrepartie pour déterminer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés à des fins de présentation et d'information.

CPN-174 «Frais d'exploration minière»

Le 27 mars 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN-174 «Frais d'exploration minière» afin de fournir des indications supplémentaires aux entreprises d'exploration minière sur les circonstances où il est nécessaire d'effectuer un test de dépréciation. Ce CPN a été appliqué au cours de l'exercice.

Instruments financiers - informations à fournir et présentation

Au cours de l'exercice, conformément aux dispositions transitoires applicables, la Société a adopté les modifications au chapitre 3862 du Manuel de l'ICCA, «Instruments financiers-informations à fournir». Celui-ci a été modifié afin d'améliorer les informations à fournir au sujet des évaluations à la juste valeur et du risque de liquidité rattaché aux instruments financiers. Tous les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie comportant trois niveaux soit :

Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

Les résultats de l'application de ces nouvelles normes sont inclus à la note 19 des états financiers annuels vérifiés et leur application n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours de l'exercice, la Société a adopté le nouveau chapitre 3064, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels». Le nouveau chapitre stipule qu'au moment de leur identification initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés comme des actifs seulement s'ils respectent la définition d'un actif incorporel et les critères de constatation. En ce qui concerne l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, des écarts d'acquisition et des informations à fournir, le chapitre 3064 reconduit les exigences de l'ancien chapitre 3062, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels». L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société.

Changes in accounting policies

EIC-173 "Credit Risk and the Fair Value of Financial Assets and Financial Liabilities"

In January 2009, the Emerging Issue Committee of Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA) issued EIC-173, "Credit risk and the fair value of financial assets and financial liabilities". EIC-173 provides guidance on how to take into account an entity's own credit risk and the credit risk of the counterparty in determining the fair value of financial assets and financial liabilities, including derivative instruments, for presentation and disclosure purposes.

EIC-174, "Mining Exploration Costs"

On March 27, 2009, the CICA issued abstract EIC-174, "Mining Exploration Costs", to provide additional guidance for mining exploration enterprises on when an impairment test is required. This abstract was applied during the current year.

Financial Instrument - Disclosures

During the year, in accordance with the applicable transitional provisions, the Company adopted revised section 3862 of the CICA Handbook, "Financial Instruments-Disclosures". This section was amended to enhance disclosures about fair value measurements and the liquidity risk of financial instruments. All financial instruments recognized at fair value on the balance sheet must be classified in three fair value hierarchy levels, which are as follow:

Level 1: valuation based on quoted prices (unadjusted) observed in active markets for identical assets or liabilities;

Level 2: valuation techniques based on inputs other than quote prices in active markets that are either directly or indirectly observable;

Level 3: valuation techniques with significant unobservable market inputs.

The results of the application of these new standards are included in note 19 of our financial reports and their application did not have a significant impact on the Company's financial statements.

Goodwill and Intangible Assets

During the year, the Company adopted Section 3064 "Goodwill and Intangible Assets". The new section states that upon their initial identification, intangible assets are to be recognized as assets only if they meet the definition of an intangible asset and the recognition criteria. As for subsequent measurement of intangible assets, goodwill and disclosure, Section 3064 carries forward the requirements of the old Section 3062 "Goodwill and Other Intangible Assets". The adoption of these recommendations did not have effect on the Company's financial statements.

Modifications de conventions comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1er janvier 2011 ou après cette date. La Société évalue actuellement les exigences de ces nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1er janvier 2011 ou à une date ultérieure. Pris collectivement, les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « États financiers consolidés et individuels », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) a confirmé que les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes seraient tenues d'utiliser les Normes internationales d'information financière (IFRS) pour les exercices ouverts le ou après le 1^{er} janvier 2011. La direction travaille présentement sur un plan qui nous permettra d'adopter les IFRS en 2011. La direction commencera très prochainement le processus d'évaluation des choix en matière de méthodes comptables qui sont autorisées en vertu des IFRS. Nous évaluons également les effets de cette transition sur nos activités, notamment sur les systèmes de technologies de l'information et de données, les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles de communication de l'information. La direction de Fieldex va réviser et modifier continuellement le plan de transition afin de s'assurer que le processus de mise en oeuvre prend convenablement en charge les principaux éléments du plan.

Future accounting changes

Business Combinations, Consolidated Financial Statements and Non-controlling Interests

In January 2009, the CICA issued three new accounting standards: Section 1582, "Business Combinations", Section 1601, "Consolidated Financial Statements", and Section 1602, "Non-controlling interests". These new standards will be effective for years beginning on or after January 1st, 2011. The Company is in the process of evaluating the requirements of these new standards.

Section 1582 replaces Section 1581, and establishes standards for the accounting for a business combination. It provides the Canadian equivalent to International Financial Reporting Standard IFRS 3, "Business Combinations". The section applies prospectively to business combinations for which the acquisition date is on or after the beginning of the first annual reporting period beginning on or after January 1st, 2011. Sections 1601 and 1602 together replace Section 1600, "Consolidated Financial Statements". Section 1601, establishes standards for the preparation of consolidated financial statements. Section 1601 applies to interim and annual consolidated financial statements relating to years beginning on or after January 1st, 2011.

Section 1602 establishes standards for accounting for a non-controlling interest in a subsidiary in consolidated financial statements subsequent to a business combination. It is equivalent to the corresponding provisions of International Financial Reporting Standard IAS 27, "Consolidated and Separate Financial Statements" and applies to interim and annual consolidated financial statements relating to years beginning on or after January 1st, 2011.

International Financial Reporting Standards (IFRS)

In February 2008, the Canadian Accounting Standards Board ("AcSB") confirmed that the use of IFRS would be required for Canadian publicly accountable enterprises for years beginning on or after January 1, 2011. Management is presently working on a changeover plan to adopt IFRS by 2011. Management will start shortly the process of assessing accounting policy choices and elections that are allowed under IFRS and will also assess the impact of the conversion on its business activities including the effect on information technology and data systems, internal controls over financial reporting and disclosure controls. Fieldex's management will continually review and adjust its changeover plan to ensure its implementation process properly addresses the key elements of the plan.

Équipe:

Considérant la taille de la compagnie, le chef des finances effectuera la conversion aux IFRS et communiquera au président ainsi qu'au comité de vérification les progrès accomplis.

Formation:

Le chef des finances s'est tenu informé de l'information diffusé concernant les IFRS et il participera à des sessions de formation durant l'année 2010 et sera supporté par des experts. Étant donné que les IFRS sont appelés à changer d'ici 2011, tous les changements qui pourraient affecter la Compagnie devront être surveillés.

Conventions comptables affectées:

L'analyse détaillée des conventions comptables affectées par la convergence IFRS devrait être complétée tout au long de l'année 2010. En général, beaucoup d'efforts devront être mis sur la présentation des états financiers puisque les IFRS demandent plus de divulgations. Basée sur l'analyse des différences identifiées à date, voici une liste non exhaustive des conventions comptables IFRS qui pourraient avoir un impact sur les états financiers de la Compagnie:

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- Des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- Des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

Dépréciation (IAS 36, IFRS 6)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt qu'en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle). IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien. Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

Team:

Due to the size of the Company, the CFO will be performing the IFRS convergence and will report to the president and to the Audit Committee on the progress accomplished.

Training:

The CFO was kept informed of the information disseminated regarding IFRS and he will participate to training session during the year 2010 and will be supported by experts. As IFRS is expected to change prior to 2011, any changes impacting the Company will have to be monitored.

Accounting Policies impacted:

The detailed analysis of the accounting policies impacted by the IFRS convergence is expected to be completed throughout 2010. Overall, a lot of effort will be put in the financial statements presentation as IFRS requires more disclosure. Based on the analysis of expected accounting differences conducted so far, following is a non-exhaustive list of the IFRS accounting policies that could have a potential impact on the financial statements of the Company:

First Time adoption (IFRS 1)

IFRS 1 provides guidance to entities on the general approach to be taken when first adopting IFRS. The underlying principle of IFRS 1 is retrospective application of IFRS standards in force at the date an entity first reports using IFRS. IFRS 1 acknowledges that full retrospective application may not be practical or appropriate in all situations and prescribes:

- optional exemptions from specific aspects of certain IFRS standards in the preparation of the Company's opening balance sheet; and
- mandatory exceptions to retrospective application of certain IFRS standards.

Additionally, IFRS 1 contains disclosure requirements to highlight changes made to financial statement items due to the transition to IFRS.

Impairment (IAS 36, IFRS 6)

IFRS requires the use of a one-step impairment test (impairment testing is performed using discounted cash flows) rather than the two-step test under Canadian GAAP (using undiscounted cash flow as a trigger to identify potential impairment loss). IFRS requires reversal of impairment losses where previous adverse circumstances have changed; this is prohibited under Canadian GAAP. Impairment testing should be performed at the asset level for long-lived assets and intangible assets. Where the recoverable amount cannot be estimated for individual assets, it should be estimated as part of a Cash Generating Unit ("CGU").

Paiement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Compagnie a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Compagnie considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles. Les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

Systèmes d'information:

Le processus comptable de la Compagnie est simple puisqu'elle est une compagnie au stade d'exploration. La Compagnie devrait être en mesure d'opérer ses systèmes comptables sous les IFRS puisqu'aucun défi important n'est entrevu. Cependant, certains tableurs Excel devront être adaptés afin de supporter les changements nécessaires suite à la convergence. La Compagnie doit encore établir si de l'information historique devra être régénérée afin d'être conforme aux choix qui auront été faits en vertu d'IFRS 1.

Contrôles internes:

Étant donné que la compagnie est un émetteur émergent, les dirigeants n'ont pas à faire d'attestation concernant l'établissement et le maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel que défini dans le Règlement 52-109. Les dirigeants signataires de l'émetteur ont la responsabilité de s'assurer qu'il existe des processus leur permettant d'avoir les connaissances nécessaires à l'appui des déclarations faites dans les attestations, plus spécifiquement que les documents déposés sur SEDAR sont fiables. Les dirigeants vont s'assurer qu'une fois le processus de convergence complété, ils pourront encore signer leur attestation.

Impact sur les activités commerciales:

Les processus d'affaires de la compagnie sont simples et aucun défi important n'est prévu pour opérer selon les IFRS. La Compagnie n'a pas de transactions en monnaies étrangères, elle a peu de dettes ni d'obligation de capital. La Compagnie ne prévoit pas que les IFRS vont changer les processus lorsqu'elle complète des placements privés accreditifs. La Compagnie n'a pas de plan de rémunération qui sera affecté par les IFRS. Le régime d'options d'achat d'actions n'est pas affecté par des ratios ou objectifs financiers. Les processus d'affaires seront mis sous surveillance durant 2010 afin de détecter des impacts non identifiés lors de notre diagnostic initial.

Autres nouvelles normes

D'autres nouvelles normes ont été publiées, mais elles ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Share-based payments (IFRS 2)

Per IFRS, the forfeiture rate, with respect to share options, needs to be estimated by the Company at the grant date instead of recognizing the entire compensation expense and only record actual forfeitures as they occur.

Mineral property interests, exploration and evaluation costs (IFRS 6)

Under IFRS, the Company would be required to develop an accounting policy to specifically and consistently identify which expenditures on exploration and evaluation activities will be recorded as assets. Unlike IFRS, Canadian GAAP indicates that exploration costs may initially be capitalized if the Company considers that such costs have the characteristics of property, plant and equipment. Exploration and evaluation assets shall be classified as either tangible or intangible according to the nature of the assets acquired.

Information systems:

The accounting processes of the Company are simple since it is still at the exploration stage and no major challenges are expected at this point to operate the accounting system under the IFRS. Nevertheless, some excel spreadsheets will probably have to be adapted to support the change made in accounting policies. The Company has yet to establish if historical data will have to be regenerated to comply with some of the choices to be made under IFRS 1.

Internal Controls:

Since X-Terra is a TSX Venture issuer, management does not make representations relating to the establishment and maintenance of disclosure controls and procedures and internal control over financial reporting, as defined in National 52-109. Management is responsible for ensuring that processes are in place to provide them with sufficient knowledge to support their certification of the financial statements and MD&A, more specifically assessing that the SEDAR filings are presenting fairly the results of the Company. Management will make sure that once the convergence process is completed, it can still certify its filings.

Impact on the business:

The business processes of the Company are simple and no major challenges are expected at this point to operate under IFRS. The Company has no foreign currency transactions, no hedging activities, few debt and no capital obligations. The Company doesn't expect that IFRS will have an impact on the requirements or business processes when it enters in flow-through financing. The Company has no compensation arrangements that will be affected by the IFRS implementation. The Company's Stock Option Plan is not affected by ratios or financial targets. Business process will be monitored through 2010 to detect unsuspected impact.

Other New Standards

Other new standards have been published but they should not have a significant impact on the Company's financial statements.

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidités.

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date du bilan en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

L'encaisse, les fonds monétaires et les placements sont évalués à la juste valeur et ils sont catégorisés de niveau 1. Leur évaluation est basée sur des données observables sur le marché. Les titres négociables sont évalués à la juste valeur et ils sont caractérisés de niveau 2. Leur évaluation est basée sur des techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement.

iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les titres obligataires d'une compagnie portent intérêt à un taux fixe de 4,9 %. De l'encaisse d'un montant de 2 206 511 \$ porte intérêt au taux de base moins 2,5 % et de l'encaisse d'un montant de 607 300 \$ porte intérêt à un taux de 0,55 %. De plus, la Société a contracté une dette à long terme qui porte intérêt à un taux fixe de 1,9 %. Par conséquent, la Société est exposée à une variation de la juste valeur. Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

iv) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires car toutes les transactions se sont effectuées en dollars canadien.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'encaisse, les fonds monétaires et les titres négociables sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. Le risque de crédit sur l'encaisse et les fonds monétaires est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales. Les titres négociables ont des cotes A.

c) Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. À la fin du mois de décembre 2009, la Société avait suffisamment de liquidités pour prendre en charge ses passifs financiers et les passifs financiers futurs provenant de ses engagements.

Financial risk management objectives and policies

The Company's activities are exposed to financial risks: market risk, credit risk and liquidity risk.

a) Market risk

i) Fair value

Fair value estimates are made at the balance sheet date, based on relevant market information and other information about the financial instruments.

ii) Fair value hierarchy

Cash, money market funds and investments are measured at fair value and they are categorized in Level 1. This valuation is based on data observed in the market. Marketable securities are measured at fair value and they are categorized in Level 2. This valuation is based on valuation techniques based on inputs other than quote prices in active markets that are either directly or indirectly observable.

iii) Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. Bonds of a company bears interest at a fixed rate of 4.9%. Cash amounting to \$2,206,511 bears interest at base rate less 2.5% and cash amounting to \$607,300 bears interest at 0.55%. In addition, the Company contracted long term debt which bears interest at fixed rate of 1.9%. Accordingly, there is an exposure to fair value variation. The other financial assets and liabilities are not exposed to interest rate risk because they don't bear interest.

iv) Currency risk

The Company is not exposed to currency fluctuations as all transactions occur in Canadian dollars.

b) Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument fails to discharge an obligation and causes the other party to incur a financial loss. Financial instruments which potentially expose the Company to credit risk mainly consist of cash, money market funds and marketable securities. The credit risk on cash and money market funds is limited because the counterparties are banks with high credit ratings assigned by international credit-rating agencies. Marketable securities are A rating.

c) Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Company will not be able to meet the obligations associated with its financial liabilities. At the end of December 2009, the Company had enough funds available to meet its financial liabilities and future financial liabilities from its commitments for the current period.

Facteurs de risque

Risques liés à l'exploration

L'exploration minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées sont mises en production. Des formations rocheuses inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et la difficulté d'obtenir de la main-d'œuvre qualifiée, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comporte l'exécution des programmes d'exploration.

Les facteurs économiques liés à la mise en valeur de propriétés de ressources sont tributaires de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des métaux, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés minières donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuelles et futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débuter sur une propriété, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales, et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût des changements dans la réglementation gouvernementale peut également réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété.

Risques liés au financement et à la mise en valeur

La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de son aptitude à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis. De plus, la mise en production de propriétés de ressources dépendra de l'utilisation des services d'un personnel expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

Cours des ressources

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la qualité marchande de l'or ou de d'autres minéraux découverts. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

Risks and uncertainties

Exploration

Exploration and mining involve a high degree of risk. Few exploration properties end up going into production. Other risks related to exploration and mining activities include unusual or unforeseen formations, fire, power failures, labour disputes, flooding, explosions, cave-ins, landslides and shortages of adequate or appropriate manpower, machinery or equipment.

The development of a resource property is subject to many factors, including the cost of mining, variations in the quality of the material mined, fluctuations in the commodity and currency markets, the cost of processing equipment, and others, such as aboriginal claims, government regulations including regulations regarding royalties, authorized production, import and export of natural resources and environmental protection. Depending on the price of the natural resources produced, the Company may decide not to undertake or continue commercial production. There can be no assurance that the expenses incurred by the Company to explore its properties will result in the discovery of a commercial quantity of ore. Most exploration projects do not result in the discovery of commercially viable mineral deposits.

Environmental and Other Regulations

Current and future environmental laws, regulations and measures could entail unforeseeable additional costs, capital expenditures, restrictions or delays in the Company's activities. Environmental regulations and standards are subject to constant revision and could be substantially tightened, which could have a serious impact on the Company and its ability to develop its properties economically. Before it commences mining a property, the Company must obtain environmental permits and the approval of the regulatory authorities. There is no assurance that these permits and approvals will be obtained, or that they will be obtained in a timely manner. The cost of complying with government regulations may also impact the viability of an operation or altogether prevent the economic development of a property.

Financing and Development

Development of the Company's properties therefore depends on its ability to raise the additional funds required. There can be no assurance that the Company will succeed in obtaining the funding required. The Company also has limited experience in developing resource properties, and its ability to do so depends on the use of appropriately skilled personnel or signature of agreements with other large resource companies that can provide the required expertise.

Commodity Prices

The factors that influence the market value of gold and any other mineral discovered are outside the Company's control. The impact of these factors cannot be accurately predicted. Resource prices can fluctuate widely, and have done so in recent years.

Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

Mise en garde concernant les renseignements prospectifs

Certains énoncés de ce document, qui ne sont pas appuyés par des faits historiques, sont d'ordre prospectif, ce qui signifie qu'ils comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les véritables résultats diffèrent des résultats prédits ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, les répercussions des fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêts, des réserves mal estimées, les risques pour l'environnement (réglementations plus sévères), les situations géologiques imprévues, les conditions défavorables à l'extraction, les risques politiques entraînés par l'exploitation minière dans des pays en voie de développement, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales (lois ou politiques), le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploitation et au développement.

Même si la société croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés, qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document.

Informations additionnelles pour les émetteurs émergents n'ayant pas de revenu significatif

La Société fournit l'information sur les frais d'exploration reportés dans la note 9 de ses états financiers annuels terminés le 31 décembre 2009.

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les frais d'exploration reportés.

Données sur les actions en circulation

Au 31 décembre 2009 et en date de ce rapport de gestion, le capital actions de la Société se compose de 57 922 018 et 58 122 018 actions ordinaires émises et en circulation respectivement. Au 31 décembre 2009 et en date de ce rapport de gestion, il y a 3 160 000 et 3 310 000 options en circulations respectivement.

Au 30 avril 2010, le détail des options d'achat est comme suit: / As at April 30, 2010, the purchase options read as follows:

Nombre / Number	Prix de levé / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
500 000	0.64 \$	19 janvier 2011 / January 19, 2011
500 000	0.40 \$	28 juin 2011 / June 28, 2011
600 000	0.63 \$	1er mai 2012 / May 1st, 2012
85 000	0.71 \$	20 juin 2012 / June 20, 2012
200 000	0.25 \$	29 janvier 2013 / January 29, 2013
700 000	0.18 \$	27 juin 2013 / June 27, 2013
725 000	0.10 \$	3 juillet 2014 / July 3, 2014

Risks Not Covered by Insurance

The Company may become subject to claims arising from cave-ins, pollution or other risks against which it cannot insure itself or chooses not to insure itself due to the high cost of premiums or other reasons. Payment of such claims would decrease and could eliminate the funds available for exploration and mining activities.

Forward Looking Statements

Certain statements in this document that are not supported by historical facts are forward-looking, which means that they are subject to risks, uncertainties and other factors that may result in actual results differing from those anticipated or implied by such forward-looking statements. There are many factors that may cause such a disparity, notably unstable metals prices, the impact of fluctuations in foreign exchange markets and interest rates, poor reserves estimates, environmental risks (more stringent regulations), unexpected geological situations, unfavorable mining conditions, political risks arising from mining in developing countries, changing regulations and government policies (laws or policies), failure to obtain required permits and approval from government authorities, or any other risk related to mining and development.

Even though the Company believes that the assumptions relating to the forward-looking statements are plausible, it is unwise to rely unduly on such statements, which were only valid as of the date of this document.

Additional information for new issuers without significant revenue

The Company provides information pertaining deferred exploration expenses in note 9 of its annual financial statements ended December 31, 2009.

The Company has incurred no R & D expenses.

The Company has no deferred expenses other than the mining properties and deferred exploration fees.

Information on outstanding share

As at December 31, 2009 and at the date of this management report, the Company's share capital consists of 57,922,018 and 58,122,018 common shares issued and outstanding respectively. As at December 31, 2009 and at the date of this management report, there are 3,160,000 and 3,310,000 options outstanding respectively.

Au 30 avril 2010, les bons de souscription et les options à des courtiers⁽¹⁾ se détaillent comme suit: / As at April 30, warrants and broker options⁽¹⁾ read as follow:

Nombre / Number	Prix de levée / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
5 555 555	0.23 \$	29 octobre 2011 / October 29, 2011
1 111 111 ⁽¹⁾	0.18 \$	29 octobre 2011 / October 29, 2011

Information additionnelle et divulgation continue

La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers trimestriels sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

Le 30 avril 2010.

(S) Martin Dallaire

Martin Dallaire, President and CEO

Additional information and ongoing disclosure

The Company regularly discloses complementary information by press release and quarterly financial statements on the SEDAR Internet site (www.sedar.com).

April 30, 2010

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne, CFO